



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

**CDEN du 27 mars 2023**

## **Déclaration préalable au titre de la FSU 90**

Monsieur le Préfet, Madame la Directrice Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN du Territoire de Belfort,

Ce CDEN départemental se tient dans un contexte social tendu, marqué par de fortes mobilisations intersyndicales contre une réforme des retraites brutale et injuste que le gouvernement tente d'imposer. Les personnels de l'Éducation Nationale ont pris part à ces mobilisations pour empêcher une nouvelle régression sociale, d'autant plus que nos collègues partent, plus que la moyenne, avec une décote.

Dans nos professions, cette réforme pénalise surtout les femmes dont les salaires sont plus souvent moindres et les carrières hachées. Et parmi elles, les AESH risquent de toucher des pensions dérisoires, au terme de carrières pourtant essentielles, mais déjà si peu rémunérées et considérées.

**Avec l'intersyndicale, la FSU appelle à poursuivre la mobilisation ce mardi 28 mars** jusqu'au retrait du projet de réforme des retraites. Alors que le mouvement social est soutenu par une majorité de Français, que 9 actifs sur 10 sont opposés au projet du gouvernement, nous sommes contraints à un dixième jour de grève.

Aujourd'hui, nous alertons sur les conséquences économiques de ces grèves, dont le gouvernement porte pour une grande partie la responsabilité.

Le mois dernier, le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a estimé que l'Etat français appliquait des retenues "disproportionnées" sur le salaire de ses agents grévistes, mettant en cause la règle dite du "trentième indivisible", qui prévoit qu'un agent gréviste de la fonction publique d'Etat est privé d'une journée entière de salaire, quel que soit son nombre d'heures de grève au cours de cette journée. La FSU revendique l'ouverture de négociations concernant les retenues de salaires pour ces nombreux jours de grève.

**C'est dans ce contexte que le mensonge de la « revalorisation » apparaît au grand jour.** Les discussions autour du « Pacte », qui n'est rien d'autre que la reprise du « travailler plus pour gagner plus » initiée sous la présidence Sarkozy, et les mesures envisagées, ajoutant de nouvelles missions, pour des rémunérations dérisoires, ne sont que **mépris** pour le travail que nous effectuons au quotidien afin de maintenir à flot le service public d'Éducation, particulièrement malmené par les politiques libérales.

**La rentrée 2023 est une nouvelle fois la preuve de ce mépris avec une situation toujours dégradée dans les écoles et les collèges.**

- Dans les écoles

9 postes à rendre à la rentrée 2023 qui vont se traduire par des classes à 26 en triples niveaux, la suppression du dispositif PDMQDC qui permettait à nos élèves et à nos collègues de travailler mieux et différemment, l'absence de création de postes RASED et un nombre de remplaçants supplémentaires (4) insuffisant au regard des besoins.

- Dans les collèges

8 postes disparaîtront à la rentrée 2023, ce qui limitera encore les possibilités de stabilisation des collègues, et de choix de mutations ; sur les 8 postes supprimés, 4 concernent la technologie. Pour les élèves, ce sont des classes plus chargées, des heures en moins. Pour comparaison, le H/E affiché à la rentrée 2018 s'élevait à 1.32, contre 1.22 aujourd'hui, soit une baisse de 8%.

Les annonces du ministre Pap N'Diaye concernant la réforme du collège (suppression de la technologie, multiplication des dispositifs ponctuels d'éducation sur des demi-journées de cours) ajoutent de la confusion et contribuent à effacer le sens du métier.

**La FSU s'oppose à cette nouvelle réforme du collège qui s'engage sur des bases intolérables qui ne permettront pas aux élèves de mieux réussir en étant mieux accompagnés dans leurs apprentissages.**

Ce n'est pas sans lien avec le démantèlement prévu de l'enseignement professionnel, que le président Macron souhaite poursuivre.

Le service public d'éducation aurait pu voir se traduire en actes la volonté d'un "quoi qu'il en coûte" annoncée par le Ministère. Nos élèves en avaient besoin, nos collègues également. Bien au contraire, le Ministère persiste à maintenir une politique de casse du service public d'éducation et de non-respect des enseignants avec pour seul argument la baisse de la démographie.

Pour absorber les difficultés liées à la crise du covid mais aussi des situations croissantes d'élèves à besoins éducatifs particuliers, il ne devrait pas y avoir de suppressions de postes mais bien des créations afin de maintenir un service d'éducation de qualité pour la réussite de tous nos élèves.

Dans ce contexte de baisse des dépenses d'éducation, nous déplorons par ailleurs la tentative de généralisation du Service national universel (SNU), dont les modalités sont discutables et le coût prohibitif : plus de 3 000€ / élève pour une semaine, alors que l'Etat dépense en moyenne 9000 € / élève pour une année entière de scolarité !

**Ces politiques vont à l'encontre d'une école émancipatrice qui donne à chaque élève les chances de réussir et qui vise à former les citoyennes et les citoyens de demain.**